

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 décembre 2024

Il faut qu'on réfléchisse en profondeur aux comportements des hommes à notre époque, car apparemment il y a quelque chose qui nous a échappé ou qu'on n'a pas réellement compris.

On nous a parlé d'évolution, de progrès, d'humanisme, de civilisation, pour s'apercevoir que finalement ils ont débouché sur un véritable carnage et cauchemar au quotidien, il faut donc revoir notre copie de toute évidence. Et il y a urgence.

Posément, en faisant abstraction de tout a priori idéologique, de tout intérêt individuel, comme il nous arrive souvent de le faire, en reprenant tout depuis le début, hormis la méthode, en partant du principe qu'on ne sait rien et qu'on a tout à apprendre, en laissant toute interprétation de côté dans un premier temps.

C'est un exercice auquel j'ai l'habitude de me livrer, en solitaire, mais je dois avouer que je suis rarement satisfait des conclusions auxquelles j'arrive, car je pense que cela devrait faire l'objet d'une réflexion collective à laquelle chacun contribuerait en apportant le meilleur de lui-même, mais hélas personne ne veut y participer sérieusement, tant pis, on continuera de faire pour le mieux dans l'indifférence générale, au moins j'aurais l'impression d'avoir contribué sincèrement à notre cause quitte à n'en tirer qu'une maigre satisfaction ou consolation, c'est moins que rien !

Même mort, ils vous rançonnent !

Le prix prohibitif des funérailles dévoilé par une étude - 20 Minutes 11 décembre 2024

L'étude d'une ampleur inédite publiée par Silver Alliance et Simplifia à la Toussaint est donc la bienvenue pour éclairer ce secteur opaque. Cette enquête a porté sur quelque 50.738 funérailles organisées en 2023 par les agences de pompes funèbres équipées des services de Simplifia.

4.434 € pour une crémation et 5.044 € pour une inhumation, c'est le budget moyen que les Français doivent déboursier pour offrir des funérailles décentes à leurs proches.

Enfin, les ménages ont en moyenne dépensé 1.115 € en prestations optionnelles en 2023. On fait ici référence aux compositions florales, au choix d'un monument funéraire ou encore à la parution d'un faire-part de décès dans la presse. 20 Minutes 11 décembre 2024

J-C – Alors, on fait table rase ou non ?

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille, rien ne vaut un « échange de bons procédés ».

Gouvernement: Faure juge que "les choses ont plutôt avancé" sur un renoncement au 49.3 et à la censure - BFMTV 10 décembre 2024

J-C – Il faut dire qu'ils ont déjà tellement reculé...

BFMTV - Le socialiste Olivier Faure a fait état d'"avancées" après des discussions à l'Élysée avec Emmanuel Macron, ce mardi 10 décembre, dans la perspective de la formation d'un nouveau gouvernement.

"Nous ne sommes pas venus chercher un accord avec les républicains et les macronistes (...) Nous avons demandé une méthode nouvelle qui fasse place et droit au parlement", a déclaré face à la presse le Premier secrétaire du parti socialiste.

J-C - Pourquoi "chercher un accord" qui existe déjà sur le fond ?

BFMTV -Sa formation propose "que le gouvernement renonce au 49.3, en échange de quoi les oppositions renonceraient à la censure", a-t-il détaillé.

J-C - Un chèque en blanc donné à Macron par le NFP, c'était dans l'ordre des choses.

BFMTV -"Sur cette idée simple, nous avons le sentiment que les choses ont plutôt avancé", a déclaré le responsable socialiste, indiquant avoir été appuyé par "l'ensemble de la gauche", le parti Horizons d'Edouard Philippe et le Modem de François Bayrou.

J-C - Ils se sont mis d'accord sur la mise en scène qu'ils vont concocter pour berner les naïfs, sauver les apparences et donner bonne conscience à leurs alliés de LFI et de l'extrême gauche qui les soutiendront de l'extérieur en prétendant les combattre, comme toujours !

BFMTV -"Il y a peut-être là une piste d'atterrissage pour une méthode nouvelle qui permettrait au Parlement de retrouver tous ses droits" et "de rechercher à la loyale des compromis", a ajouté Olivier Faure, tout en continuant à plaider pour la nomination d'un Premier ministre de gauche. (Que vaut la loyauté des imposteurs ? - J-C)

Selon l'entourage d'Emmanuel Macron à BFMTV, le chef de l'État a jugé que l'idée d'un engagement gouvernemental sur un non-recours au 49.3 irait "dans le bon sens".

J-C - Il a donc reçu en échange en garantie, que le NFP ne mobiliserait pas les masses contre sa politique ultra réactionnaire, merci, on s'en serait douter !

Macron n'a cédé sur rien, cela signifie que ce sont les représentants du NFP qui ont cédé sur tout, chacun l'a exprimé à sa manière.

Laurent Wauquiez - "À l'issue de cette réunion, on partage tous la même conviction, il n'y aura pas de contrat de gouvernement avec des gens avec qui on ne partage pas les mêmes valeurs".

J-C - Qu'ils partagent "*tous la même conviction*", c'est l'essentiel, puisque ces gens-là n'ont ni valeur ni principe.

Marine Tondelier - Elle affirme qu'Emmanuel Macron n'a fait "*aucun compromis, aucune concession. Je ne vous dis pas qu'on n'a pas discuté. Mais je sors en pouvant vous dire que le camp présidentiel n'a pas bougé d'un iota*".

J-C - Ils sont prêts à capituler en rase campagne, le sachant, pourquoi Macron devrait-il bouger "*d'un iota*" ? Il ne restera plus qu'à le maquiller du mieux qu'ils pourront à défaut de pouvoir le justifier, à moins qu'ils y trouvent leur intérêt, préserver leurs privilèges, par exemple.

Olivier Faure - Un « *échange de bons procédés* ». Mais pour faire quoi ? Mener quelle politique ? La question, pourtant centrale, est remise à plus tard.

J-C - Pourquoi, qui ignorent la réponse ?

Après la table, les sièges, il ne manque plus que les couverts et les ronds de serviette !

"On a besoin que le NFP se maintienne": Jean-Luc Mélenchon appelle les partis de gauche à l'unité - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

"*Si le NFP est détruit par le ralliement à Macron de nos partenaires, on sait ce que ça nous coûtera. On a besoin que le NFP se maintienne*", a averti le fondateur de LFI devant plusieurs médias au lendemain d'une réunion publique devant plusieurs centaines de militants à Redon (Ille-et-Vilaine).

"*Qui pense pouvoir gagner un seul siège sans nous ?*", a-t-il prévenu alors que les relations entre LFI et le PS sont plus tendues que jamais depuis la création du Nouveau Front populaire l'été dernier.

"*Je continue à avoir l'espoir qu'ils n'aient pas la bêtise d'aller au bout de cette démarche, qu'ils n'entrent pas au gouvernement, qu'ils ne détruisent pas le front que nous avons constitué*", a lancé hier soir Jean-Luc Mélenchon à Redon.

J-C - Il nous prend pour des cons, ils n'entreront pas au gouvernement, ils le soutiendront de l'extérieur, au Parlement en refusant de le censurer, c'est le deal que le NFP a passé avec Macron, l'ignorerait-il ?

Syrie.

Deux remarques préliminaires.

1- Un jour on nous raconte que les Etats-Unis sont devenus une puissance de second ordre en train de s'effondrer, et le lendemain qu'ils seraient tout-puissants et imposeraient leur agenda au reste du monde.

Un autre, on nous sort que la Russie et la Chine ainsi que les Brics supplantent dorénavant les Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN, et quelques jours plus tard, qu'en réalité ils seraient plutôt faibles, vulnérables, impuissants.

On nous dit que l'Iran serait militairement en mesure de tenir tête à une agression sioniste, et quelques jours plus tard quand Israël bombarde et envahit la Syrie, l'Iran ne réagit pas.

On nous a expliqué que la Turquie figurait dans la ligne de mire de Washington, puis on apprend qu'avec le Pentagone, les Israéliens, les Britanniques et les Français, elle a participé aux préparatifs de l'attaque finale contre la Syrie.

Voilà ce qu'à longueur de temps on peut lire dans les médias sociaux du genre Réseau International, Le Grand Soir, Le Média 442, Mondialisation.ca et des centaines ou milliers d'autres qui relaient des articles de journalistes ou géopoliticiens amateurs ou autoproclamés sur le Net, qui au lieu de servir la vérité nous induisent en erreur ou sèment la confusion parmi les lecteurs, au moins ils servent à quelque chose et à quelqu'un, pas à notre cause et pas à nous assurément.

Pour ne pas vous faire perdre votre temps précieux, je ne vous propose pas les articles de nature purement idéologique et ne présentant aucun intérêt que j'ai parcourus ce matin, rédigés par : Bruno Guigue, Daniel Vanhove, Richard C. Cook, Caitlin Johnstone, Karine Bechet-Golovko, Mikhail Gamandiy-Egorov.

2- Pourquoi s'emploient-ils à ressortir un tas d'horreurs fabriquées pendant 13 ans sur Bachar al-Assad ? Existerait-il pire tyran ou régime sanguinaire ?

Franchement quelle question, bien sûr que non. Par conséquent, les barbares sanguinaires takfiris issus de la Confrérie des Frères musulmans qu'ils ont portés au pouvoir et présentent dorénavant comme des "*rebelles*", de braves "*révolutionnaires*", vaudront toujours mieux, ils méritent qu'on leur accorde le bénéfice du doute, qu'on les soutiennent... Tous ceux qui s'opposeront à ce récit idéologique seront taxés de suppôt de dictateur, et la boucle de l'imposture est bouclée.

Bachar al-Assad, à quel peuple ou nation aurait-il déclaré la guerre ? Aucun.

Son armée aurait-elle agressé ou envahi un autre pays ? Jamais

Aurait-il commis un génocide ? Pas à notre connaissance.

Se serait-il livré à un massacre aveugle de la population syrienne ? Jamais.

Serait-il parvenu au pouvoir suite à un coup d'Etat armé ? Pas vraiment, il a été élu.

Aurait-il procédé à l'exécution sommaire d'opposants politiques ? Lesquels ?

Aurait-il interdit syndicats et partis ouvriers ? Non, demandez-leur pour le vérifier.

Aurait-il suspendu les libertés individuelles et collectives garanties par la Constitution de la République arabe syrienne ? Pas à ce que je sache.

Propagande quotidienne des agences de presse et médias français acquis aux barbares.

- Avec son offensive militaire en Syrie, Israël se prépare à un potentiel "*chaos*" chez son voisin - France 24 10 décembre 2024

- Asma al-Assad, persona non grata au Royaume-Uni - AFP 10 décembre 2024

- Syrie : '*Il va falloir préserver les preuves*' des crimes de Bachar al-Assad '*dans une optique de justice*', préconise la Fédération internationale pour les droits humains - FranceInfo 10 décembre 2024

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : "*l'abattoir humain*" de Saydnaya, symbole de la violence du régime - FranceInfo 9 décembre 2024

Et pendant ce temps les nazis Zelensky et Netanyahu continuent tranquillement leurs massacres et destructions.

Assad n'a pas accepté les conditions de l'Iran - francais.news-pravda.com 8 décembre 2024

- La rencontre d'hier soir du Dr Larijani avec Bachar al-Assad a été la dernière occasion pour Assad d'accepter les demandes de l'Iran d'une intervention directe en Syrie et d'une reprise de la lutte contre les groupes takfiris.

- L'Iran était prêt à une intervention globale et à grande échelle en Syrie. Toutes les forces et ressources ont été préparées, et même une partie de ces forces a été envoyée dans l'une des bases éloignées de l'armée syrienne. Cependant, les demandes nombreuses et persistantes de l'Iran ont été rejetées par Assad personnellement pour diverses raisons, ce qui a conduit à la situation et aux événements actuels.

- Le Dr Larijani a présenté ses derniers arguments, mais Bachar al-Assad ne les a pas acceptés. Après cela, l'ordre a été donné de se retirer de Homs... Oui, c'est aussi une forme d'effondrement.

Le jihadiste Mohammed al-Bachir, nouveau Premier ministre syrien - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Le secrétaire du Conseil des ministres syriens, qui s'était déclaré prêt à assumer le transfert du pouvoir, a été installé à l'hôtel Four Seasons (propriété du Qatar).

Notez bien que la République arabe syrienne est un système présidentiel. Comme les États-Unis, elle n'a donc pas de Premier ministre, mais un secrétaire du Conseil des ministres, ce qui n'est pas du tout pareil.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a désigné, le 10 décembre, le jihadiste Mohammed al-Bachir, ancien gouverneur d'Idleb pour HTS, comme Premier ministre du nouveau régime. C'est, selon toute vraisemblance, un cadre de la Confrérie des Frères musulmans. Il a fait sa première apparition dans une mise en scène orchestrée par les services britanniques (MI6).

Le drapeau vert/blanc/noir à trois étoiles est devenu le drapeau officiel. C'était celui du mandat français.

La nomination de Mohammed al-Bachir indique que l'accord conclu entre les services secrets britanniques, français, israéliens et turcs, qui a permis le changement de régime, ne tient plus. Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Syrie: Mohammad al-Bachir, du bastion rebelle d'Idleb à premier chef de gouvernement post-Assad - AFP 10 décembre 2024

Radwan Ziadeh, spécialiste de la Syrie auprès du Centre arabe de Washington aux Etats-Unis, décrit M. Bachir comme "*le plus proche*" de Jolani et de la chambre d'opérations conjointe des factions rebelles.

La Syrie est gouvernée par une nouvelle force: le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTC), mené par son chef, Ahmed Hussein al-Chara ou de son nom de guerre, Abou Mohammed al-Joulani.

Depuis une vingtaine d'années, le dirigeant n'utilise pas son vrai nom. Ahmed Hussein al-Chara, qui a grandi dans une famille progressiste d'un quartier prospère de Damas et a étudié la médecine, semble avoir disparu. À sa place, on l'appelle Abou Mohammed al-Joulani, nom de guerre formulé selon la convention des militants djihadistes. La question est désormais de savoir quel homme dirigera la Syrie: celui désigné comme terroriste par une majorité de pays, ou Al-Chara, qui a fait tout son possible ces dernières années pour signaler que son organisation n'attaquerait pas l'Occident? Slate.fr et AFP 10 décembre 2024

Retour du régime monarchique et colonial.

Syrie : d'où vient le drapeau brandi par les opposants du régime Assad ? - Euronews 10 décembre 2024

Il était auparavant le drapeau officiel du pays, hissé pour la première fois à Alep en 1932 et officiellement adopté en 1936 au moment où la Syrie obtient une semi-indépendance. Puis conservé en 1946, lors de l'indépendance complète du pays, après la fin du mandat français.

Les trois étoiles rouges représentent les districts d'Alep, Damas et Deir ez-Zor. Le vert du drapeau correspond à la couleur préférée du prophète Mahomet.

En 1980, le régime baasiste d'Hafez al-Assad, père de Bachar, décide de reprendre un drapeau apparu pour la première fois en 1958, au moment de l'unification de la Syrie avec de l'Égypte de Nasser.

Les deux étoiles du drapeau représentent les deux États constitutifs qui forment la République arabe unie. Les couleurs sont elles inspirées du drapeau égyptien : le rouge (sang des martyrs), le blanc (la paix) et le noir (passé colonial). Couleurs qui illustrent la première grande révolution arabe, quand Nasser renversa la monarchie égyptienne en 1952. Euronews 10 décembre 2024

**La fin du pluralisme au Moyen-Orient - (craigmurray.org 6 décembre 2024)
Mondialisation.ca, 10 décembre 2024**

Les États-Unis détruisent le pluralisme, l'Iran et ses alliés le défendent. Je n'aurais jamais perçu cette réalité sans séjourner à Beyrouth. Mais une fois le constat établi, l'évidence est criante.

Un changement véritablement sismique semble se produire à grande vitesse au Moyen-Orient. En son cœur, un marché du diable – la Turquie et les États du Golfe acceptent l'anéantissement de la nation palestinienne et la création d'un Grand Israël, en échange de celui des minorités chiites de Syrie et du Liban et de l'imposition du salafisme dans l'ensemble du monde arabe oriental.

Ce sont les États-Unis qui promeuvent la cause de l'extrémisme religieux et de la disparition, dans tout le Moyen-Orient, d'un pluralisme sociétal similaire aux normes occidentales. Il s'agit bien entendu de la conséquence directe de l'alliance des États-Unis avec les deux foyers de suprématie religieuse que sont Israël et l'Arabie saoudite.

https://www.mondialisation.ca/la-fin-du-pluralisme-au-moyen-orient/5694657?doing_wp_cron=1733895780.1663920879364013671875

Qui sont les gagnants et les perdants en Syrie? par M. K. Bhadrakumar - (Indian Punchline 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 11 décembre 2024

Les oligarchies arabes de la région du Golfe sont pleines d'appréhension face à la montée d'une variante de l'islam politique qui pourrait potentiellement leur poser un défi existentiel. Sans surprise, ils se sont tournés vers l'Iran, qu'ils considèrent comme un facteur de stabilité régionale, répondant à l'appel de Téhéran aux États de la région à mettre leurs wagons en cercle pour parer au défi des groupes "Takfiri" (nom de code pour al-Qaïda et l'État islamique dans le récit iranien.)

Israël et la Turquie sont les plus grands gagnants, ayant établi des liens avec les groupes d'al-Qaïda. Les deux sont bien placés pour projeter leur pouvoir sur la Syrie et s'y tailler leurs sphères d'influence respectives.

Ainsi, au mieux, une Syrie tronquée, un État croupion, est à prévoir avec une ingérence extérieure à grande échelle, et dans le pire des cas, le revanchisme turc et l'agression israélienne pris ensemble – plus l'occupation américaine de l'est de la Syrie et une autorité centrale faible à Damas – le pays dans sa forme actuelle, fondé en 1946, pourrait tout à fait disparaître de la carte du Proche-Orient.

https://www.mondialisation.ca/qui-sont-les-gagnants-et-les-perdants-en-syrie/5694698?doing_wp_cron=1733895788.4281671047210693359375

- « *Les pays étrangers n'ont rien à craindre de la Syrie après le renversement du régime de Bachar al Assad* », a assuré ce mardi auprès de Sky News le chef du groupe rebelle HTS, Abu Mohammed al Jolani, alors qu'il est toujours considéré comme un terroriste par les États-Unis. Le HuffPost 11 décembre 2024

- 54 soldats syriens qui avaient pris la fuite pendant l'offensive des rebelles ont été assassinés par le groupe Etat islamique dans le désert du centre du pays.

2000 soldats déployés dans les villes de Boukamal et d'al-Mayadeen, à l'extrême sud-est de la province orientale de Deir Ezzor, se sont enfuis en Irak. D'autres ont tenté de rejoindre par leurs propres moyens, par petits groupes, leurs villes et villages parfois très éloignés.

Des centaines de soldats, peut-être des milliers, sont portés disparus à l'issue de la débâcle d'une armée de 160 000 hommes déployés sur les deux tiers du territoire syrien qui était tenu par le régime de Bachar el-Assad. rfi.fr

Le drapeau noir flotte sur Damas - Par Mike Whitney (UNZ Review 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

“Le drapeau noir de l’islam salafiste a été hissé sur Damas. L’État islamique/Al-Qaïda a gagné.... Les mêmes terroristes qui nous ont attaqués le 11 septembre. Contre lesquels nous avons mené une guerre en Afghanistan, en Irak et ailleurs. Nous avons perdu des milliers de nos soldats, hommes et femmes. Coûtant des milliers de milliards de dollars. Ils ont gagné. Et nous les avons aidés. L’Amérique ne représente plus rien”. ... Scott Ritter@RealScottRitter

Le général Mike Flynn, ancien chef de la Défense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone, avait prévenu ses collègues de l'administration Obama que soutenir des groupes terroristes pour mener des guerres par procuration au nom de Washington était une entreprise risquée qui finirait par se retourner contre eux, avec la mise en place d'une "*principauté salafiste en Syrie*". Cet avertissement est aujourd'hui devenu réalité.

Sur la cinquantaine d'articles grand public consacrés à la chute du gouvernement syrien, aucun n'a pris la peine de mentionner que la milice sunnite qui a renversé Bachar el-Assad figure actuellement sur la liste des organisations terroristes établie par le département d'État américain. Ils n'ont pas non plus mentionné que ce même groupe djihadiste figure sur la liste des organisations terroristes des Nations unies. Ils n'ont pas non plus mentionné que la tête de file, Abu Mohammad al-Jolani, est mise à prix par le gouvernement américain pour un montant de 10 millions de dollars. Aucune de ces informations n'a été communiquée au public parce que les médias ne veulent pas que le peuple américain sache que Washington vient de contribuer à l'installation d'un régime terroriste au centre du Moyen-Orient. C'est pourtant ce qui se passe dans les faits.

Et c'est même bien pire qu'il n'y paraît car, en fin de compte, la campagne syrienne, qui dure depuis 13 ans, ne cible pas vraiment la Syrie, mais l'Iran. La Syrie n'est que le dernier obstacle sur la route qui mène à Téhéran, mais Téhéran est la cerise sur le gâteau. En éliminant l'Iran, Israël occupera la "*tête de pont*" au Moyen-Orient et se posera en hégémon de la région. Pendant ce temps-là, Uncle Sam obtient l'accès aux passages de gazoducs qu'il convoite depuis plus de vingt ans, des couloirs qui transporteront le gaz naturel du Qatar jusqu'à la Méditerranée, puis jusqu'aux marchés européens. Le gaz sera fourni par un fantoche des États-Unis, exploité par des compagnies pétrolières occidentales, vendu en dollars américains et utilisé pour maintenir une mainmise sur la politique européenne. Parallèlement, tous les autres concurrents seront soit sanctionnés, soit sabotés, soit totalement exclus (cf. Nordstream).

La plupart des gens ignorent à quel point la politique des gazoducs a déterminé les événements en Syrie, faisant de ce pays la cible de l'agression américaine. Mais de 1949 à aujourd'hui, les services

du renseignement américain ont tenté à plusieurs reprises de renverser le chef du gouvernement syrien afin de superviser et contrôler un pipeline transarabe “destiné à relier les champs pétrolifères de l’Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie”. Robert F. Kennedy l’a résumé dans un brillant article écrit il y a plus de dix ans :

“La CIA a initié son ingérence active en Syrie en 1949-à peine un an après la création de l’agence. Les patriotes syriens avaient déclaré la guerre aux nazis, expulsé les dirigeants coloniaux français de Vichy et mis en place une fragile démocratie laïque basée sur le modèle américain. Mais en mars 1949, le président démocratiquement élu de la Syrie, Shukri-al-Quwatli, a hésité à approuver le Trans-Arabian Pipeline, un projet américain destiné à relier les champs pétrolifères d’Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie. Dans son livre ‘Legacy of Ashes’, l’historien de la CIA Tim Weiner raconte qu’en représailles au peu d’enthousiasme d’Al-Quwatli pour l’oléoduc américain, la CIA a organisé un coup d’État pour remplacer Al-Quwatli par un dictateur sélectionné par la CIA, un escroc condamné du nom de Husni al-Za’im. Al-Za’im a à peine eu le temps de dissoudre le parlement et d’approuver l’oléoduc américain que ses compatriotes l’ont destitué, quatre mois et demi après le début de son règne”. “Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie”, Robert Kennedy, Politico

Voilà pourquoi la Syrie joue un rôle si important dans les plans géopolitiques américains de contrôle des ressources cruciales afin de préserver la domination du dollar et contenir la croissance économique explosive de la Chine. Les États-Unis sont déterminés à contrôler les vastes ressources du Moyen-Orient pour maintenir leur domination sur l’ordre mondial. Et ce n’est pas tout :

“En approuvant un ‘gazoduc islamique’ agréé par la Russie, qui relierait la partie iranienne du champ gazier à la Syrie et aux ports du Liban, Assad a encore plus irrité les monarques sunnites du Golfe. Ce gazoduc islamique ferait de l’Iran chiïte, et non du Qatar sunnite, le principal fournisseur du marché européen de l’énergie et accroîtrait considérablement l’influence de Téhéran au Moyen-Orient et dans le monde. Israël était également déterminé à faire échouer l’oléoduc islamique, qui enrichirait l’Iran et la Syrie, contribuant ainsi à la prospérité de leurs mandataires, le Hezbollah et le Hamas.

“Des câbles et des rapports secrets des agences du renseignement américaine, saoudienne et israélienne indiquent que dès qu’Assad a rejeté le gazoduc qatari, les planificateurs militaires et des services de renseignement sont rapidement parvenus à un consensus selon lequel fomenter un soulèvement sunnite en Syrie pour renverser Bachar Assad, qui ne coopérait pas, constituait le meilleur moyen d’atteindre l’objectif commun de finaliser la liaison gazière entre le Qatar et la Turquie. En 2009, selon WikiLeaks, peu après que Bachar Assad a rejeté le gazoduc du Qatar, la CIA s’est mise à financer des groupes d’opposition en Syrie. Il faut bien noter que cela s’est passé longtemps avant le soulèvement contre Assad déclenché par le printemps arabe”. “Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie”, Robert Kennedy, Politico

Ainsi, en validant le “pipeline islamique”, Assad était foutu. Washington ne laisserait jamais un tel scénario aboutir. Comme expliqué précédemment, Washington s’est engagé à contrôler les ressources essentielles du Moyen-Orient dans le but de contenir la Chine et maintenir son emprise de plus en plus incertaine sur le pouvoir mondial. Les accords d’Abraham s’inscrivent également dans cette stratégie géopolitique, en normalisant les relations entre Israël et ses voisins islamiques (principalement l’Arabie saoudite, afin de créer un couloir économique favorisant le transport express de produits manufacturés de l’Inde vers l’Europe. Washington conçoit l’intégration économique de la région comme le principal vecteur de sa primauté sur le reste du monde. Cela ne veut pas dire que les ambitions d’Israël à dominer le Moyen-Orient n’ont pas été le moteur de la guerre en Syrie et de l’éviction d’Assad. Ce fut le cas, mais d’autres considérations, d’ordre

géopolitique, ont également joué un rôle. (Vous souvenez-vous des articles que j'avais mis en ligne qui faisaient référence à cette histoire de pipeline, de gaz, pas les derniers sur Gaza en 2023, non, je parle de la Syrie, il y a de cela quelques années déjà. Monsieur Meyssan avait affirmé au contraire que cette guerre n'avait rien à voir avec le gaz, cela m'avait semblé étrange, car c'était un excellent prétexte, qui plus est de nature économique. J-C)

Voilà donc la raison pour laquelle les USA tenaient à implanter un gouvernement plus réceptif aux intérêts de Washington. Cependant, il est difficile de comprendre comment tout cela est censé fonctionner. Assad est parti et Al-Qaïda a gagné. Nous le savons. Et maintenant, que se passe-t-il ?

Je n'arrive pas à imaginer que les jeunes recrues qui ont passé les dix dernières années de leur vie à sillonner le désert en 4x4 et à faire exploser tout ce qui bouge, sachent comment diriger un gouvernement. Alors, qui va gérer les agences, payer les salariés et vaquer aux tâches administratives courantes attendues de tout gouvernement ? Qui va gérer les écoles, réparer les routes et mettre en place une police de rue ? Bien sûr, peut-être que M. al-Jawlani a des talents cachés et qu'il se montrera miraculeusement à la hauteur en veillant au bon fonctionnement des agences et à la ponctualité des trains, mais ce scénario semble extrêmement improbable. Ce qui l'est davantage, c'est que les artisans de cet épouvantable fiasco ont planifié d'enfoncer le pays et son économie chancelante, d'intensifier considérablement les souffrances des citoyens ordinaires, d'accroître le mécontentement de la population jusqu'à ce que le nouveau régime fasse l'objet d'un renversement brutal.

Peut-être que non. Les militants sunnites de HTS n'ont qu'une chance infime de répondre aux besoins de la population et de la guider vers un avenir prospère et sans danger. Mais nous savons tous que cela n'arrivera pas. Ce régime n'est qu'un outil entre les mains d'intérêts étrangers désireux de s'emparer d'un maximum de richesses naturelles de la Syrie, tout en éliminant une menace potentielle pour l'expansion incessante d'Israël. En bref, les néoconservateurs qui ont fomenté cette stratégie diabolique l'ont fait sans se soucier le moins du monde de la sécurité ou du bien-être des 23 millions de personnes qui vivent actuellement en Syrie. Leur vie ne compte pas.

Ce qui compte (pour Tel Aviv et Washington), c'est avoir sous le coude une armée supplétive prête à exécuter ses ordres dans la prochaine guerre contre l'Iran. Voilà ce qui compte. Et voilà pourquoi les États-Unis et la Turquie ont recours à des soldats "*sous contrat*" qui feront ce qu'on leur dit en échange de salaires mirobolants. HTS est payé pour ses services, et ces services impliqueront des attaques contre l'Iran et le Hezbollah. Il ne s'agit donc PAS là de l'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance. Hayat Tahrir al-Sham ne cherche pas le moins du monde à gouverner. La Syrie n'est que la base opérationnelle du déploiement d'attaques contre l'Iran et le Hezbollah. C'est tout. C'est pour cela qu'ils sont payés, pour faire la guerre.

Il n'est question que de géographie, de gaz, d'USD et d'Israël. Et de ces quatre éléments, c'est Israël qui occupe la place prépondérante.

https://www.mondialisation.ca/le-drapeau-noir-flotte-sur-damas/5694619?doing_wp_cron=1733893960.8129179477691650390625

Corée du Sud et Extrême-Orient

Comment des dictatures ont manqué d'être installées dans l'Extrême-Orient pro-US - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

La tentative de renversement de la démocratie par le président sud-coréen, le 3 décembre, n'est pas un acte improvisé, ni isolé. Elle doit être évaluée en relation avec la bagarre qui s'est déroulée au parlement de Taïwan, en mai, et surtout avec la désignation, au Japon, d'un Premier ministre militariste et négationniste. Comme en Ukraine et en Israël, les nostalgiques de la Seconde Guerre mondiale ont tenté un coup de force.

Par Thierry Meyssan

Le 21 août 2024, un parlementaire sud-coréen, Kim Min-seok, président du Parti démocratique (centre gauche) annonçait que des membres du gouvernement préparaient l'instauration de la loi martiale. Vu que cet homme avait un parcours politique sinueux et avait été condamné pour corruption, le public a interprété ses prétendues révélations comme un moyen de faire le buzz. Il a donc été qualifié de « complotiste » tandis que ses amis ont déploré qu'il soit tombé si bas.

L'accusation était en effet un peu grosse. La démocratie n'est apparue en Corée du Sud qu'en 1980, après le massacre de Gwangju, au cours duquel des milliers de personnes furent assassinées par la dictature durant neuf jours. Aussi évoquer une « loi martiale » réveillait de terribles souvenirs.

Pourtant, le 3 décembre, vers 22 heures, tous les médias audio-visuels étaient prévenus que le président de la République, Yoon Suk Yeol, allait s'adresser exceptionnellement à la nation. À 22h25 toutes les chaînes de radio et de télévision retransmettaient en direct son allocution. Il assurait que l'opposition travaillait avec les communistes nord-coréens. À la quatrième minute, il déclarait : « *Chers citoyens, je proclame la loi martiale pour protéger la République de Corée des menaces communistes de la Corée du Nord et des factions anti-États pro-nord sapant notre liberté et notre ordre constitutionnel.* »

Selon Kim Min-seok, le complot était ourdi par quatre militaires, anciens élèves de l'école des hautes études de Chungam : le président de la République, Yoon Suk Yeol ; le chef de sa garde personnelle promu en août ministre de la Défense, le général Kim Yong-hyun ; Lee Sang-min, ministre de l'Intérieur ; et Yeo-hyung, directeur du contre-espionnage. Enfin des élèves de la 11e classe de l'Académie militaire coréenne auraient formé un second cercle du complot.

La loi martiale a été mise en œuvre par le général Kim Yong-hyun (ministre de la Défense) commandant de la 38^e armée ; le général Park Ann-soo (chef d'état-major des armées) commandant de la 46^e armée ; le général Kwak Jong-geun (responsable des Forces spéciales) commandant de la 47^e armée ; et enfin le général Lee Jin-woo (gouverneur militaire de la capitale) commandant la 48^e armée. Les éléments des forces martiales mobilisées ont été la 707e brigade des forces spéciales, la 1re brigade des forces spéciales aéroportées et la police militaire sous la direction des forces spéciales.

Les Sud-coréens ont immédiatement compris que c'était le retour de la dictature. Ils ont pris d'assaut les commerces ouverts la nuit et les boutiques en ligne pour accumuler des provisions alimentaires.

À 23 heures, le président de l'Assemblée nationale, Woo Won-shik, convoqua les parlementaires sans attendre, déclarant sur les réseaux sociaux : « *Tous les membres de l'Assemblée nationale doivent se réunir immédiatement dans la salle plénière.* » La constitution donne en effet à l'Assemblée le pouvoir d'abroger la loi martiale. Mais déjà les Forces spéciales avaient envahi le bâtiment et fermé ses portes, tandis qu'une interdiction générale des activités politiques, y compris des manifestations et des activités des partis politiques avait été prononcée. Simultanément une

autre unité des Forces spéciales avait envahi les bureaux de la Commission électorale, saisi les téléphones portables du personnel et fermé les issues.

Alors qu'une foule s'amassait devant le Parlement, des députés escaladaient les grilles pour abroger la loi martiale. Vers 1 heure du matin, 190 députés sur 300 votaient à l'unanimité l'abrogation de la loi martiale. Les Forces spéciales quittaient le bâtiment. Il a fallu attendre cependant 4h20 pour que le gouvernement se réunisse nuitamment et lève la loi. La dictature n'avait vécu que six heures.

Pour comprendre ce qui s'est passé à Séoul, il faut se souvenir que le président de la République, Yoon Suk Yeol, n'est pas seulement un ancien procureur qui a lutté contre la corruption, mais aussi un nostalgique du militarisme impérial nippon. Fin novembre, il n'a pas soutenu son ambassadeur à Tokyo lorsque celui-ci a célébré, seul, la mémoire des esclaves coréens exploités durant la Seconde Guerre mondiale par Mitsubishi dans les mines d'or et d'argent de l'île de Sado [1].

Il faut alors faire le parallèle avec les événements survenus en mai dernier à Taïwan. Lors de l'intronisation du nouveau président de la République, Lai Ching-te, le Yuan législatif (Parlement) a tenté de modifier la Constitution afin de prévenir chez eux ce qui vient d'advenir en Corée du Sud. Mais les huit députés du parti présidentiel y ont fait obstacle en agressant physiquement leurs collègues, en blessant cinq.

C'est que Lai Ching-te n'a pas été élu pour ses engagements en matière de politique étrangère, mais pour ses conceptions économiques [2]. Lui aussi est un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale : alors que le Kuomintang, le parti de Tchang Kaï-chek, fait officiellement campagne pour la réunification de la Chine, il souhaite au contraire reprendre la guerre civile. Il représente l'infime fraction des Taïwanais qui refusent toujours la victoire de Mao Zedong (1893-1976). Lors de son intronisation, il a déclaré : « *J'espère que la Chine fera face à la réalité de l'existence [de Taïwan] [et] respectera les choix du peuple de Taïwan. Face aux nombreuses menaces et tentatives d'infiltration en provenance de Chine, nous devons démontrer notre détermination à défendre notre nation* » ; une position qui viole l'accord sur l'unité de la Chine

Les services secrets taïwanais abritent toujours la très secrète « Ligue anticommuniste mondiale » [3], renommée en 1990 « *Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie* », créée durant la Guerre froide par le généralissime Tchang Kaï-chek et le chef des nationalistes intégraux ukrainiens Iaroslav Stetsko (ancien Premier ministre nazi). Elle est aujourd'hui présidée par un ancien secrétaire général du Kuomintang, Tseng Yung-chuan, et toujours financée par le bureau de la Sécurité nationale. La ligue asiatique est présidée par le diplomate Zeng Yongquan, ancien secrétaire général du gouvernement de Taïwan.

Nul ne sait comment ce système fonctionne aujourd'hui. Cependant un coin du voile a été levé lors de l'assassinat du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, en juillet 2022. Malgré la tentative d'étouffer le scandale, la presse japonaise laissait fuiter qu'il avait été tué par un homme ruiné lui reprochant d'avoir encaissé des sommes astronomiques de l'Église de l'unification (dite « *secte Moon* »). Six mois plus tard, il apparaissait qu'un groupe de parlementaires du Parti libéral démocrate avait encaissé plus d'un demi-milliard de dollars de pots-de-vin [4].

La majorité des parlementaires libéraux-démocrates sont issus de dynasties héréditaires. Ils sont organisés en faction et non pas autour de programmes. Ce parti avait été créé par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de recycler des criminels de guerre qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal de Tokyo. Il a toujours gouverné le Japon depuis 67 ans (à l'exception de deux courtes périodes n'excédant pas au total 4 ans).

Depuis le 1^o octobre, Shigeru Ishiba est devenu Premier ministre japonais. C'est un militariste fanatique [5]. Il a révisé des ouvrages historiques traitant du sanctuaire Yasukuni où reposent les principaux criminels de guerre japonais. Il a concilié l'honneur de ces militaristes avec l'histoire de la Chine et de la Corée. Il semble ne s'être jamais rendu dans ce sanctuaire controversé. C'est un gunji otaku, c'est-à-dire un collectionneur de souvenirs militaires et lui-même militariste, quoique veillant à ne pas insulter ses interlocuteurs étrangers. Selon lui, la dernière guerre a été menée pour la « *juste cause* » de libérer l'Asie de la domination blanche, et la plupart des crimes de guerre signalés en Chine, en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est sont des « *complots visant à dénigrer le Japon* ». En outre, il a déclaré que le gouvernement et l'armée de l'époque devraient être tenus pour strictement responsables du déclenchement d'une guerre impossible à gagner.

Nous sommes donc face à un retour de la faction extrême-orientale de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo.

Nous n'avons rien fait lorsque les nationalistes intégraux sont revenus au pouvoir en Ukraine. Nous avons aujourd'hui une guerre chez eux.

Nous n'avons rien fait lorsque les sionistes révisionnistes sont revenus au pouvoir en Israël. Nous avons aujourd'hui une guerre à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen.

Réagissons-nous au retour des militaristes japonais au pouvoir à Taïwan, en Corée du Sud et au Japon ?

Notes.

[1] « *2522 Le gouvernement militariste nippon d'Ishiba relance la polémique avec la Corée* », Voltaire, actualité internationale - N°110 - 29 novembre 2024.

[2] « *1308 Investiture du président séparatiste Lai Ching-te* », Voltaire, actualité internationale - N°88 - 24 mai 2024.

[3] « *La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 mai 2004,

[4] « *Gigantesque scandale de corruption systémique du Parti libéral-démocrate japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°66 - 15 décembre 2023.

[5] « *2057 Le militariste et révisionniste Shigeru Ishiba désigné Premier ministre japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°102 - 4 octobre 2024.

Roumanie.

La Roumanie prend des mesures dangereuses pour empêcher la victoire d'un candidat présidentiel anti-guerre. Par Lucas Leiroz de Almeida (InfoBrics) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

Les discours occidentaux sur la « *démocratie* » et la « *transparence électorale* » semblent n'être qu'une simple rhétorique – utilisée à bon escient contre les ennemis et ignorée lorsque les pays occidentaux violent ces « *règles* ». Récemment, la Roumanie a annulé de manière illégale et

injustifiée les résultats de ses élections présidentielles dans le seul but d'empêcher la victoire d'un candidat anti-européen. Cette affaire montre clairement que les pays européens sont prêts à prendre n'importe quelle mesure pour empêcher des changements politiques favorables à la multipolarité.

La Cour constitutionnelle roumaine s'est immiscée illégalement dans le processus électoral du pays en annulant les résultats du premier tour des élections présidentielles. Ainsi, le candidat indépendant Calin Georgescu, qui a étonnamment remporté la course contre ses adversaires soutenus par l'UE, a été lésé pour avoir maintenu une position critique d'opposition à l'alignement de la Roumanie sur l'Occident.

Georgescu est accusé d'avoir reçu le soutien de la Russie dans sa campagne électorale. Il est un critique notoire de l'OTAN et de l'UE et s'oppose catégoriquement à l'implication de la Roumanie dans le conflit avec la Russie. Il promet de revenir sur les mesures d'aide à l'Ukraine prises par le gouvernement roumain et s'oppose fermement à l'agenda culturel « woke » soutenu par l'UE. En tant que nationaliste religieux, il souhaite également établir des liens pacifiques avec la Russie afin d'apaiser les relations entre les pays à majorité chrétienne orthodoxe, ce qui l'a rendu particulièrement populaire auprès du peuple roumain, qui reste largement chrétien malgré la pression culturelle occidentale.

Pour cette raison, Georgescu est qualifié de « *pro-russe* » et ses opposants inventent des récits infondés à son encontre, affirmant que Moscou finance ses projets politiques et sa campagne électorale. Les autorités russes se sont déjà prononcées sur l'affaire, niant tout lien, mais cela n'a pas suffi à empêcher les juges roumains d'annuler sa victoire au premier tour des élections, en le qualifiant d'« *agent étranger* ».

Georgescu a obtenu près de 23 % des voix au premier tour. Il devait affronter la candidate de gauche libérale Elena Lasconi, qui a obtenu 19 % des voix, lors d'un second tour. Au lieu de respecter la volonté du peuple, la Cour constitutionnelle, qui est certainement contrôlée par des juges pro-OTAN et pro-UE, a simplement annulé le processus électoral et fixé un nouveau jour d'élection à une date ultérieure.

Le candidat de droite a réagi à cette décision en déclarant que les juges avaient fait un coup d'État. Selon lui, la démocratie et l'État de droit ont été suspendus en Roumanie et l'ordre juridique du pays n'est plus respecté. Georgescu a décrit le système judiciaire roumain comme étant corrompu, condamnant fermement les accusations injustes portées contre lui.

« Il s'agit essentiellement d'un coup d'État formel. L'État de droit est dans un coma artificiel et la justice subordonnée aux ordres politiques a pratiquement perdu son essence. Ce n'est plus la justice, elle obéit aux ordres (...) Le système corrompu en Roumanie a montré son vrai visage en faisant un pacte avec le diable », a-t-il déclaré.

En fait, aucune preuve n'a été fournie pour justifier l'affirmation selon laquelle Georgescu est soutenu par la Russie. Si un tel soutien existait, il serait certainement facile de fournir des données personnelles pour le prouver, mais rien n'a été fait, ce qui indique que les allégations sont totalement infondées. Cela montre que pour le système juridique électoral roumain, un procès équitable n'est pas important, et que toute manœuvre visant à empêcher un candidat dissident d'accéder au pouvoir est valable.

Même si Georgescu a reçu le soutien de Moscou, cela ne devrait pas poser de problème, car il est courant que des candidats soient soutenus par des pays étrangers – comme en Roumanie même, où les opposants de Georgescu sont largement soutenus par l'UE. Dans un système véritablement

démocratique, tous les candidats devraient être libres de faire leurs propres choix en matière d'alliances internationales et diplomatiques. Or, il semble que la Roumanie ne soit pas vraiment une démocratie.

Pour éviter la montée d'une vague politique anti-OTAN, l'Alliance atlantique encourage la montée de régimes autoritaires en Europe. L'OTAN sait que la guerre contre la Russie est impopulaire et que les citoyens ordinaires veulent que le soutien à l'Ukraine prenne fin. Par conséquent, seules les dictatures peuvent soutenir les efforts de guerre de l'alliance – c'est pourquoi, par exemple, Macron a récemment interdit le parlement français et maintenant la Roumanie a annulé ses élections présidentielles.

Il est important de souligner que la Roumanie est une plaque tournante logistique importante pour soutenir l'Ukraine, en plus d'exercer une influence directe sur la Moldavie, un pays mandataire de l'OTAN à majorité ethnique roumaine. La perte d'une présence en Roumanie serait négative pour l'OTAN et l'UE, ce qui explique leur désespoir d'empêcher la victoire de Georgescu.

Il reste à voir combien de temps les pays occidentaux pourront continuer à violer la volonté de leur propre peuple sans subir de graves conséquences et de profondes crises de légitimité.